

## ABSTRACTS / RÉSUMÉS

### “They Were Making Good Money, Just Ten Minutes from Home”: Proximity and Distance in the Plant Shutdown Stories of Northern Ontario Mill Workers

**Steven High**

WORKING AT THE MILL HAD BEEN a family affair for generations of Sturgeon Falls’ mill workers, as young men followed their fathers, uncles, older brothers, and occasionally mothers, into the Northern Ontario mill – the town’s largest employer for more than a century. The mill’s workforce was overwhelmingly white and male, with a historic linguistic divide between largely English-speaking managers and mainly French-speaking production workers. This linguistic division of labour and the near total exclusion of Aboriginal people were remnants of industrial colonialism in the region. Within a year of the mill’s December 2002 closure, I began interviewing the former employees about their experiences and these interviews continued for the next two years. During that time, efforts to reopen the mill fizzled out and it was demolished by the departing company. Work-life oral histories offer us a way into the shifting sands of culture and economy in this former mill town. This article explores the shifting sense of temporal and spatial proximity or distance in the plant shutdown stories told by 37 former mill workers. Several dimensions of proximity are explored such as the temporal proximity of the interview to the events being recounted, the perceived social proximity that prevailed before the mill closing, the remembered physical proximity of the mill in the narrated lives of residents, and, now, after the mill’s closure, the spectre of forced relocation or distant daily commutes to new jobs in other towns and cities. For long-service workers, employment mobility or permanent relocation was understood to be a last resort. These interviews make clear that forced employment mobility was a core concern to everyone we interviewed, not just those who actually relocated or commuted to jobs found elsewhere.

TRAVAILLER À L’USINE AVAIT ÉTÉ UNE AFFAIRE de famille pour les générations de travailleurs de l’usine de Sturgeon Falls, que les jeunes hommes ont suivi leurs pères, oncles, frères plus âgés, et parfois leurs mères, dans le broyeur au Nord de l’Ontario – le plus grand employeur de la ville depuis plus d’un siècle.

L'effectif de l'usine était majoritairement de race blanche et de sexe masculin, avec un clivage linguistique historique entre gestionnaires largement anglophones et travailleurs de la production majoritairement francophones. Cette division linguistique du travail et l'exclusion presque totale des Autochtones étaient des restes du colonialisme industriel dans la région. Moins d'un an suivant la fermeture de l'usine en décembre 2002, je commençais à interviewer les anciens employés au sujet de leurs expériences et ces entretiens se sont poursuivis pour les deux années suivantes. Pendant ce temps, les efforts pour rouvrir l'usine ont fait long feu et elle a été démolie par la compagnie au départ. Les histoires orales de la vie professionnelle nous offrent un chemin dans les sables mouvants de la culture et de l'économie dans cette ancienne ville industrielle. Cet article explore le sens de décalage de la proximité ou la distance temporelle et spatiale dans les histoires de la fermeture des usines racontées par 37 anciens travailleurs. Plusieurs dimensions de la proximité sont explorées comme la proximité temporelle de l'entrevue pour les événements racontés, la proximité sociale perçue qui prévalait avant la fermeture de l'usine, la proximité physique souvenue de l'usine dans la vie des résidents, et, maintenant, après la fermeture de l'usine, le spectre de la réinstallation forcée ou les lointains déplacements quotidiens vers de nouveaux emplois dans d'autres villes. Pour les travailleurs du service de longue durée, la mobilité de l'emploi ou la relocalisation permanente a été considérée comme un dernier recours. Ces entretiens montrent clairement que la mobilité forcée de l'emploi était une préoccupation centrale à tous les travailleurs que nous avons interviewés, et pas seulement ceux qui ont effectivement déplacé ou commué aux emplois trouvés ailleurs.

## Employers' Anti-Unionism in Niagara, 1942–1965: Questioning the Postwar Compromise

**Carmela Patrias**

THIS STUDY EXPLORES EMPLOYERS' anti-union strategies in the Niagara Peninsula from the mid-1940s to the mid-1960s in order to enhance our understanding of the nature of relations between labour and capital during the period generally described as that of the postwar compromise. Relying on such unexplored archival collections as the papers of the St. Catharines firm, Ontario Editorial Bureau, as well as the collections of the Archives of Ontario and Library and Archives Canada, the study focuses on four main union-avoidance strategies: the establishment of company-dominated unions, anti-union public relations campaigns, corporate welfarism, and company relocation. By illustrating the depth and endurance of Niagara employers' opposition to unions during the period of supposed compromise between employers,

workers and the state the study demonstrates that there was greater continuity than we have supposed between management views of workers' rights during the period of the postwar compromise and the neoliberalism that characterized subsequent decades.

CETTE ÉTUDE EXPLORE LES STRATÉGIES antisyndicales des employeurs dans la péninsule du Niagara depuis le milieu des années 1940 jusqu'au milieu des années 1960 afin d'améliorer notre compréhension de la nature des relations entre le travail et le capital pendant la période généralement décrite comme celle du compromis d'après-guerre. Se fondant sur des collections d'archives inexplorées telles que les dossiers de l'entreprise de St. Catharines, le Bureau de rédaction de l'Ontario, ainsi que les collections des archives publiques de l'Ontario et du Canada, l'étude met l'accent sur quatre stratégies antisyndicales principales : la création des entreprises antisyndicales, l'organisation des campagnes antisyndicales en matière de relations publiques, le maintien du bien-être des entreprises, et la délocalisation des entreprises. En illustrant la profondeur et l'endurance des employeurs du Niagara à l'égard de l'opposition aux syndicats au cours de la période du compromis supposé entre les employeurs, les travailleurs et l'état, l'étude démontre qu'il y a plus de continuité que nous avons supposée entre les opinions de la gestion sur les droits des travailleurs pendant la période du compromis d'après-guerre et le néolibéralisme qui a caractérisé les décennies subséquentes.

## Union Democracy as a Foundation for a Participatory Society: A Theoretical Elaboration and Historical Example

**Tom Langford**

THIS ESSAY ARGUES THAT UNION DEMOCRACY (in the sense of active direct democracy at local levels in combination with highly accountable representative systems at more general levels) can be an important foundation for efforts to build a participatory society. It establishes, through a literature review, that pessimism about the capacity of unions to be functioning democracies is overstated; and then offers corrections for three weaknesses in the classical theory of participatory democracy. The first weakness – failing to analyze how participatory processes are gendered, racialized, and sexualized – is overcome by drawing upon feminist ideas for creating highly inclusive group processes. The second weakness – believing that an exaggerated consensus can be created through participation – is remedied with insights drawn from agonistic pluralism. The third weakness – assuming that participation in workplace

governance is the essential, participatory training ground – is corrected with insights drawn from research on deliberative democracy. After enumerating eight reasons to pick unions as a focus for participatory efforts from amongst the various alternatives, the essay concludes with a historical example of how the combination of direct democracy and representative democratic accountability in the five United Mine Workers of America locals in the Crowsnest Pass, Canada, in the mid-20th century “spilled over” into this regional coal-field society, thereby nurturing a fledgling participatory society.

CET ARTICLE SOUTIENT QUE LA DÉMOCRATIE syndicale (dans le sens d’une démocratie directe dynamique aux niveaux locaux en conjonction avec un système représentatif très comptable aux niveaux plus généraux) peut être une base importante pour les efforts de construire une société participative. L’article établit, par une analyse de la littérature, que le pessimisme à propos de la capacité des syndicats d’être démocraties efficaces est exagéré; par la suite, il propose des corrections par rapport à trois faiblesses dans la théorie classique de la démocratie participative. La première faiblesse – le manque d’analyse relative aux dimensions sexospécifiques, racialisées et sexualisées des processus participatifs – est réglée en tirant des idées féministes pour la création de procédés de groupe vraiment inclusifs. La deuxième faiblesse – la conviction qu’un consensus global entraîne de la participation – est résolue avec des connaissances tirées du pluralisme agonistique. La troisième faiblesse – la supposition que la participation au sein de la gouvernance en milieu de travail est le lieu essentiel de formation participative – est corrigée par des aperçus de la recherche sur la démocratie délibérative. Après avoir énuméré huit raisons d’axer sur les syndicats, parmi les différentes alternatives, comme centre des efforts participatifs, l’article conclut avec un exemple historique de la manière dont la combinaison de démocratie directe et de responsabilité démocratique représentative dans les cinq locaux du syndicat United Mine Workers of America dans le Crowsnest Pass, Canada, au milieu du XXe siècle à touché cette société régionale de bassin houiller, encourageant ainsi une société participative naissante.

## Creating a “Home Feeling”: The Canadian Reading Camp Association and the Uses of Fiction, 1900–1905

**Jody Mason**

ALTHOUGH THE HISTORY OF CANADA’S oldest adult literacy organization, Frontier College, is of great relevance to labour studies, it has been more or less ignored by this field, largely because of its links to the early 20th-century social gospel movement and because of the difficulty of studying workers’ responses

to the association. This article examines the first half-decade of Frontier College (known until 1919 as the Canadian Reading Camp Association) using a variety of methodologies – labour history, cultural and literary history, the history of education, and the history of reading – to understand how culture was used in the service of liberal government in the context of northern Ontario's lumber camps at the turn of the century. The association's promotion of literacy via fiction for frontier labourers signalled a new acceptance in Canada of the notion that workers might actually be improved through fiction. Alfred Fitzpatrick, the association's founder, feared a state that was failing to assume responsibility for isolated and uneducated men on the frontier, as well as working-class men who responded to their poor working conditions by succumbing to moral diseases that left them incapable of governing themselves, leading their families, or functioning as rational citizens. Fitzpatrick developed a double strategy to head off this crisis: he lobbied the state for structural change, and at the same time promoted a home-like environment for reading, as well as particular works of fiction, as a means of reminding male workers of their duty to self, family, and nation. Despite the association's apparent interest in the cultivation of the liberal individual, its reliance on the reading room and on the fiction of popular authors such as Ralph Connor as surrogates for the absent family demonstrates the centrality of the apparently private sphere to early 20th-century Canada's industrializing economy.

BIEN QUE L'HISTOIRE DE LA PLUS ANCIENNE association de l'alphabétisation des adultes du Canada, Frontier College, est d'une grande pertinence pour les études du travail, il a été plus ou moins ignoré par ce domaine, principalement en raison de ses liens avec le début de mouvement de l'évangile social du 20e siècle et en raison de la difficulté d'étudier les réponses des travailleurs à l'association. Cet article examine la première demi-décennie du Frontier College (connu jusqu'en 1919 comme la Canadian Reading Camp Association) en utilisant une variété de méthodes – l'histoire du travail, l'histoire culturelle et littéraire, l'histoire de l'éducation, et l'histoire de la lecture – pour comprendre comment la culture a été utilisée au service du gouvernement libéral dans le contexte des camps de bûcherons du nord de l'Ontario, au tournant du siècle. La promotion de l'association de l'alphabétisation par la fiction pour les travailleurs frontaliers a signalé une nouvelle acceptation au Canada de la notion que les travailleurs pourraient effectivement être améliorés à travers la fiction. Alfred Fitzpatrick, fondateur de l'association, craignait un état qui ne parvenait pas à assumer la responsabilité pour les hommes isolés et sans instruction de la frontière, ainsi que les hommes de la classe ouvrière qui ont répondu à leurs mauvaises conditions de travail en succombant à des maladies morales qui les a laissés incapables de gouverner eux-mêmes, de mener leurs familles, ou de fonctionner en tant que citoyens rationnels. Fitzpatrick a élaboré une double stratégie pour parer à cette crise : il a fait de la pression auprès de l'État pour un changement structurel, et en même temps la

promotion de la lecture dans un environnement presque domiciliaire, ainsi que des œuvres particulières de fiction, comme un moyen de rappeler aux travailleurs masculins leur devoir envers eux-mêmes, leurs familles, et leur pays. Malgré l'intérêt évident de l'association dans la culture de l'individu libéral, sa dépendance de la salle de lecture et de la fiction d'auteurs populaires tels que Ralph Connor comme remplaçants pour la famille absente démontre la centralité de la sphère apparemment privée au début du 20e siècle de l'économie de l'industrialisation au Canada.

## Playful Crowds and the 1886 Toronto Street Railway Strikes

**Ian Radforth**

TWO LINKED TORONTO STRIKES of street railway employees in 1886 are used to explore contrasting patterns of behaviour or “contentious performances” in Victorian city streets. Strikers led by the Knights of Labor exercised self-discipline when picketing so as to gain the support of the community and defeat the ironclad contract imposed by their anti-union employer. At a moment of working-class mobilization amid industrialization, these employees of a modern, mass-transportation firm deployed “emergent” union tactics. Positioning themselves as breadwinners and as citizens asserting their right to join a union, they deployed a choreographed masculinity encouraged by Knights leaders who strategized to win the disputes. By contrast, large crowds composed overwhelmingly of working-class men and boys demonstrated their disapproval of the street railway company and its anti-labour policy in unruly actions detailed in lively press accounts. The crowds’ transgressive actions point to a “residual” pattern of protest and spontaneous expressions of masculinity derived from boyhoods spent in the streets. Moreover, at times these crowds engaged in playful behaviour and brought into the streets more people drawn by the fun, thus adding momentum to the strikers’ campaign and helping to prompt the repressive measures taken by law enforcement.

DEUX GRÈVES LIÉES AUX EMPLOYÉS des tramways à Toronto en 1886 sont utilisées pour explorer des modèles contrastés de comportement ou de « performance litigieuse » dans les rues de la ville victorienne. Les grévistes menés par les Knights of Labor ont exercé l'autodiscipline en faisant du piquetage de manière à obtenir le soutien de la communauté et à vaincre les mesures imposées par leur employeur antisyndical. À un moment de la mobilisation de la classe ouvrière au milieu de l'industrialisation, ces employés d'une société moderne de transport en commun ont adopté des tactiques syndicales « émergentes ». Se positionnant comme des soutiens de famille et en tant que

citoyens faisant valoir leur droit d'adhérer à un syndicat, ils ont déployé une masculinité chorégraphiée et encouragée par leurs dirigeants qui ont élaboré des stratégies pour gagner les disputes. En revanche, les grandes foules composées majoritairement des hommes et des garçons de la classe ouvrière ont manifesté leur désapprobation de la société de transport en commun et de sa politique antisyndicale dans des activités indisciplinées et vivement détaillées dans les médias. Les actions transgressives des foules signalent un modèle « résiduel » de protestation et des expressions spontanées de la masculinité dérivée de l'adolescence passée dans les rues. De plus, à certains moments ces foules se sont engagées dans un comportement ludique et ont introduit dans les rues plus de gens attirés par le plaisir, ajoutant ainsi l'élan à la campagne de grévistes et aidant à inciter les mesures répressives prises par l'application de la loi.